

Rwanda : l'épouse rwando-britannique d'un opposant détenue par la police

@rib News, 04/03/2017 – Source AFPL L'épouse rwando-britannique d'un membre de l'opposition rwandaise en exil, portée disparue depuis deux semaines au Rwanda, est aux mains de la police rwandaise qui l'accuse de "crimes graves", ont annoncé vendredi la police et son mari. Les autorités rwandaises "ont reconnu détenir Violette et semblent l'accuser de travailler avec des criminels", a déclaré à l'AFP Faustin Rukundo, époux de Violette Uwamahoro (photo), assurant tenir cette information des autorités britanniques.

Sollicité par l'AFP, le porte-parole de la police rwandaise, Theos Badege, a renvoyé à ses déclarations au journal pro-gouvernemental en ligne KT Press. Il y indique que Mme Uwamahoro a été arrêtée à la suite d'informations faisant état de son implication "dans des activités criminelles constituant des crimes graves, y compris des tentatives de recruter des personnes dans un réseau criminel". Selon M. Rukundo, qui dément toutes les accusations portées à l'encontre de son épouse, les autorités rwandaises avaient précédemment démenti la détenir. Violette Uwamahoro, qui possède la double nationalité rwandaise et britannique et vit depuis 2004 en Royaume Uni, n'avait plus donné signe de vie depuis le 14 février, alors qu'elle se trouvait au Rwanda pour assister aux obsèques de son père. Son époux est un cadre du Congrès national Rwandais (RNC), parti d'opposition en exil formé par d'anciens proches du président rwandais Paul Kagame et que Kigali qualifie de "terroriste". Resté au Royaume Uni, M. Rukundo, avait dénoncé dans la presse britannique l'"enlèvement" de son épouse par les services de renseignement rwandais, et avait lié à ses propres activités politiques. Il assure que sa femme n'est pas engagée politiquement. Theos Badege a démenti les accusations d'enlèvement et assuré que le Royaume Uni "était informé par le biais des canaux officiels" de la détention par la police de Mme Uwamahoro, sans préciser la date de son arrestation. Un porte-parole du ministère britannique des Affaires étrangères a indiqué à l'AFP que Londres fournissait "une assistance à une Britannique et à sa famille à la suite de son arrestation au Rwanda" et était en contact avec les autorités rwandaises. Dans un communiqué publié vendredi, Human Rights Watch (HRW) a appelé les autorités à "promptement présenter Violette Uwamahoro devant un juge et l'inculper d'une infraction crédible, ou la libérer" et dénoncé "une tendance de détentions au secret au Rwanda ces dernières années, concernant souvent des personnes soupçonnées de liens avec des opposants au gouvernement". Pour que la présidentielle d'août 2017 soit crédible, "les citoyens rwandais devront pouvoir être en mesure de participer au processus électoral sans craindre que leurs proches disparaissent ou soient détenus au secret s'ils osent parler", a estimé Ida Sawyer, directrice pour l'Afrique centrale de l'organisation de défense des droits de l'Homme.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});